

La lettre eau

Actualité

04. Caractérisation de l'hydromorphologie des cours d'eau « CarHyCE »

Dossier

L'évaluation de la politique de l'eau : quel boulot, pour quel résultat !

06. L'évaluation de la politique de l'eau : quel boulot, pour quel résultat !

09. Zoom sur la gestion quantitative

11. Zoom sur la gouvernance

12. Zoom sur la fiscalité

13. Eau et agriculture : les propositions du CESE

16. La voix des associations : quelle politique de l'eau demain ?



Fédération française des Associations de Protection de la Nature et de l'Environnement, fondée en 1968, reconnue d'utilité publique en 1976.

«France Nature Environnement rassemble plus de 3000 associations nationales, régionales et locales réparties sur l'ensemble du territoire. Présente dans de nombreuses institutions de concertation, la fédération nationale place la protection de la nature, de l'environnement et de notre santé au cœur des décisions publiques afin que les décideurs politiques n'ignorent plus les préoccupations des citoyens».

La politique de l'eau requiert une attention constante de la part des citoyens, afin de veiller à une eau de bonne qualité, respectueuse de la santé humaine, ainsi qu'à la biodiversité des milieux naturels aquatiques.

Les pages du site de FNE dédiées à l'eau ont cette vocation de vous transmettre l'essentiel de l'information sur l'eau en France, tout comme une analyse des politiques dans ce domaine.

Venez visiter les pages eau :

<http://www.fne.asso.fr>

Pôle ressources en eau et milieux naturels aquatiques de France Nature Environnement

3 rue de la Lionne - 45000 Orléans

☎ 02 38 62 55 90

e.mail : poleeau@fne.asso.fr

site web : www.fne.asso.fr

La Lettre eau est éditée par un imprimeur labellisé Imprim'Vert. Cela signifie qu'il respecte 3 objectifs :

- la bonne gestion des déchets dangereux
- la sécurisation des stockages de produits dangereux
- l'exclusion des produits toxiques des ateliers.

Par ailleurs, la Lettre eau est imprimée sur du papier recyclé.



Directeur de la publication : Bruno Genty

Rédacteur en Chef : Bernard Rousseau, responsable des politiques Eau de France Nature Environnement
Comité de rédaction : Hélène Udo, Anaïs Giraud et Julie Michalski

Mise en page : Charlotte Laffolay - Sologne Nature Environnement

Impression : Imprimerie Nouvelle

Route : DAUTRY

Photo de couverture : gareth63 - Fotolia.com

ISSN : 2116-360X

La reproduction de textes tirés de la lettre eau est autorisée sous réserve d'en citer la source datée.

Edito

Bernard ROUSSEAU

*Ancien Président de France Nature Environnement,
Responsable des politiques Eau*



Pour une eau vivante : une feuille de route pour les nuls !

Fin septembre 2013, la Conférence de l'environnement, prolongement vert rose du Grenelle, avait inscrit dans ses objectifs de faire examiner la politique de l'eau par la table ronde n°3.

Il était raisonnable de croire que le gouvernement français, prenant la mesure de nos obligations nationales de respect des objectifs de la directive cadre sur l'eau, aurait à cœur de raboter les aspérités les plus scandaleuses de la politique de l'eau.

Si l'on ajoute la perspective pour la France d'une condamnation par la CJE **(1)** au titre de la directive nitrates, on pouvait imaginer que le gouvernement ferait le maximum pour rendre crédible sa politique de l'eau. C'est ainsi que fin 2012, était lancée une évaluation de la politique de l'eau qui devait durer 6 mois et produire plusieurs rapports.

Le premier, sous la responsabilité du député Philippe Martin, écrit sous la pression des revendications des agriculteurs qui irriguent, n'a rien apporté de bien nouveau mais a conforté les slogans qui reviennent comme les saisons : de la flotte, toujours plus de flotte, et gratis !

Le deuxième, plus politique que technique, rédigé par le député Michel Lesage, est venu semer le trouble dans nos pensées bien formatées par le principe « l'eau paie l'eau ». En est résultée une guerre des communiqués entre les roses rouges, les roses roses, ...les roses vertes étant ailleurs !

Le troisième enfin, très technique, rapport d'analyse sous la responsabilité de Anne-Marie Levraut **(2)**, est venu compléter et conforter toute une série de rapports qui font le même constat depuis plusieurs décennies, et qui démontrent avec constance que rien ne va plus dans le domaine de l'eau.

Ce rapport, apporte une aide précieuse aux spécialistes de l'eau, il balaie les facettes de la politique de l'eau, et apporte des informations peu connues **(3)**. Il aurait dû être le livre de chevet des membres de la table ronde qui n'étaient pas tous des spécialistes de l'eau, loin de là, certains étant ignorants des obligations européennes.

Hélas, trois fois hélas, ce document de référence, bien que rédigé en juin, n'a été disponible qu'une semaine avant la conférence, ce qui en dit long sur la grande trouille de nos gouvernants, et nous amène à nous poser cette question : qui ne voulait pas que les membres de la table ronde soient trop incisifs ? Qui voulait que les questions majeures soient noyées dans un fatras de questions secondaires ?

La table ronde s'est donc déroulée sous la double Présidence de Pascal Canfin, Ministre délégué auprès du Ministre des affaires étrangères, et de Stéphane Le Foll, Ministre de l'Agriculture, dont la personnalité est telle qu'un observateur peu informé aurait pu penser être en présence du Ministre responsable de la gestion de l'eau en France !

Une table ronde à plus de 60 personnes, 2 minutes pour s'exprimer, impossible dans ces conditions d'engager un débat contradictoire, d'où l'expression d'une suite de points de vue souvent sur des sujets mineurs. Et pour certains intervenants, l'art de mobiliser la parole au service d'intérêts professionnels, sans que cela fasse avancer la politique de l'eau ou, plus grave encore, l'immobilise dans ses échecs.

En fait, quand on veut faire passer des mesures indolores ou bidons, une table ronde à plus de 60 personnes avec chacun 2 mn est particulièrement efficace, il suffira au pouvoir de faire le tri en retenant quelques mesurette, et en satisfaisant les revendications les plus musclées.

Pour l'eau, c'est bien ce qui apparaît à la lecture de la feuille de route du gouvernement où les mesures retenues pour réduire les pollutions liées aux nitrates et aux produits phytosanitaires, sont insignifiantes, et absolument incapables de contribuer à la reconquête du bon état des eaux.

Par contre, ce qui n'est pas insignifiant, c'est la sortie du moratoire sur les retenues de substitution. Les redevances sur l'irrigation n'étant pas modifiées, les consommateurs domestiques vont donc continuer à payer des ouvrages qui vont contribuer à polluer les eaux du fait des modes de culture.

A la suite de cette feuille de route, que reste-t-il ? On continue comme avant ! La politique agricole impose sa loi à la politique de l'eau, alors que c'est l'inverse qu'il faudrait faire. On en est toujours dans une gestion par les usages où les rapports de forces s'imposent, en contradiction avec les lois sur l'eau et les textes européens. Le pouvoir politique fait des promesses, il renvoie à demain la résolution des problèmes...c'est tout en art d'entretenir l'espoir !

(1) Cour de Justice Européenne. (2) Anne-Marie Levraut : ingénieure Générale des Ponts des Eaux et des forêts du CGEDD. (3) Par exemple : le coût de potabilisation de l'eau est de 60000 € par kg de phytosanitaires éliminés alors que, pour ces produits, la redevance la plus élevée n'est que de 5€/kg : soit 12000 plus faible, et qu'en plus certaines molécules échappent à toute redevance.

Brèves - Brèves - Brèves

RENOUVELLEMENT DES CONCESSIONS

HYDROÉLECTRIQUES : LE GOUVERNEMENT PIÉTINE

Dans un référé du 21 juin, rendu public le 2 septembre 2013, la Cour des Comptes **(1)** a pointé du doigt la non application d'une mesure législative datant de 2006 prévoyant l'institution d'une redevance lors du renouvellement de concessions hydroélectriques. Ce manquement générerait « une perte croissante de recettes » pour l'Etat, très malvenue en période de pénurie budgétaire. Elle ajoute que la mise en concurrence des concessions serait un moyen « adapté pour ne pas abandonner aux concessionnaires la rente hydroélectrique ». Pourtant, en octobre dernier, le programme de mise en concurrence lancé en 2010 a été interrompu par le gouvernement. Une mission d'information a alors été confiée aux députés Battistel et Straumann qui vont, finalement et dans la douleur, accoucher d'un rapport plus de 6 mois après le terme attendu.

Le 17 septembre 2013, les deux députés proposent trois scénarios alternatifs à la libéralisation de l'exploitation des ouvrages hydroélectriques et qui ont en commun de contredire frontalement la réponse apportée début septembre par le Gouvernement à la Cours des Comptes, réponse qui prévoyait la remise en route du processus d'ouverture à la concurrence sous une forme légèrement modifiée avec la possibilité d'attribution de certains ouvrages dès 2014. Si la Cour des comptes rappelle que l'environnement est bien l'un des trois critères auxquels doit répondre la procédure de mise en concurrence des concessions hydroélectriques, la récente note des deux députés **(2)** n'en fait qu'une timide allusion au détour de l'une des 3 solutions proposées. La situation actuelle d'immobilisme ne saurait perdurer ! Mais l'Etat transmet un signal négatif en matière environnementale en renouvelant les concessions sur la Séveraise dans les Hautes-Alpes.

(1) <http://www.ccomptes.fr/Publications/Publications/Renouvellement-des-concessions-hydroelectriques>.

(2) <http://m.comtexte.com/docs/2423/lintervention-de-marie-noelle-battistel-en-commission.pdf>

SAUVER L'APRON DU RHÔNE

Endémique du bassin du Rhône, l'Apron (Zingel asper) a vu ses populations gravement décliner au cours du 20ème siècle au point d'être classé en danger critique d'extinction. En cause, les aménagements et les usages des cours d'eau qui ont entraîné la fragmentation de l'habitat, le cloisonnement des populations, une uniformisation des habitats et la dégradation de la qualité et de la quantité d'eau. Le Plan national d'action (2011-2016) mis en place par la France peine à corriger les effets de cette gestion des cours d'eau. Aussi, FNE Franche-Comté et Pro Natura Suisse ont déposé fin 2012 une plainte devant la Convention de Berne contre la France et la Suisse pour les manquements constatés dans le Doubs suisse et la Loue. Un expert a été dépêché sur place cet été afin d'évaluer la situation. Toutes les parties prenantes ont été rencontrées. Notre fédération faisant partie du collège des ONG siégeant à la Convention de Berne, elle donnera tout son appui pour que FNE Franche-Comté puisse défendre l'ouverture d'un dossier contre la France à la fin de cette année.

UNE NOUVELLE DIRECTIVE

Des Normes de Qualité Environnementale (NQE) sont fixées pour des substances chimiques, dans le but d'assurer la protection de l'environnement et de la santé humaine. La directive cadre sur l'eau définit une liste de 33 substances prioritaires dont les rejets, émissions ou pertes doivent être progressivement réduits ou supprimés. La directive NQE 2013/39 du 12 août 2013 ajoute 12 nouvelles substances à cette liste des 33 substances. Les Etats membres devront la transposer avant le 14 septembre 2015. Dans l'objectif de parvenir à un bon état chimique en 2027, les NQE de ces nouvelles substances prendront effet en 2018.

Voir texte <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2013:226:0001:0017:FR:PDF>

DEVENEZ UN "DON'ACTEUR" FAITES UN DON POUR QUE L'EAU RESTE VIVE !

☐ Oui, je me sens concerné-e par la protection de la nature et de l'environnement et désire continuer à soutenir les actions de France Nature Environnement.

Je fais un don : ☐ 15 € ☐ 20 € ☐ 30 € ☐ 50 € ou €

A renvoyer sous enveloppe affranchie à FNE - Réseau Eau - 3 rue de la Lionne - 45 000 Orléans



JE RÈGLE PAR :

☐ Chèque bancaire ou postal à l'ordre de FNE.

Pour vous remercier de votre don la Lettre Eau vous sera envoyée gratuitement

Déduction fiscale : 66% de votre don est déductible de vos impôts, dans la limite de 20% de votre revenu imposable. Dès réception de votre don, nous vous enverrons un reçu justificatif.

Ainsi, par exemple, un don de 30 € ne vous revient qu'à 10,20 €

Confidentialité : vos coordonnées sont indispensables pour vous envoyer votre reçu fiscal et bénéficier de la réduction d'impôts. Nous les utilisons uniquement à des fins de gestion et d'information. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition et de suppression des données qui vous concernent.

AGRÉÉE PAR



DATE ET SIGNATURE
OBLIGATOIRES

MES COORDONNÉES :

☐ Mme ☐ Mlle ☐ M.

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

CP : [][][][][]

Ville :

.....

Email :

Caractérisation de l'hydromorphologie

des cours d'eau " CarHyCE "

Par Karl Kreutzenberger (ONEMA) et Hélène Udo (FNE)

Dans le cadre du programme de surveillance des eaux, la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) impose une prise en compte des caractéristiques physiques des milieux aquatiques. En effet, les altérations hydromorphologiques des cours d'eau sont une des principales raisons de non atteinte du bon état des eaux d'ici 2015 et au-delà.

Le protocole CarHyCE complète le système relationnel d'audit de l'hydromorphologie des cours d'eau (SYRAH-CE) qui permet d'évaluer l'état hydromorphologique des masses d'eau. Le SYRAH-CE a fait l'objet d'un article dans la Lettre Eau n°61 (décembre 2012).

CONTEXTE

Bien qu'initialement envisagée à travers le prisme de la chimie des eaux, la qualité des écosystèmes aquatiques est indissociable de la structure et des processus hydromorphologiques.

Afin de dresser un diagnostic de la qualité hydromorphologique des cours d'eau, comme le requiert la DCE, il paraissait essentiel de pouvoir mettre en place un système national de mesure et de suivi des données relevées sur le terrain. Ainsi, l'ONEMA a développé de nouvelles méthodologies de caractérisation objective de l'état et des pressions hydromorphologiques exercées sur les rivières.

L'objectif, à terme, sera de pouvoir relier les observations hydromorphologiques aux observations biologiques faites au niveau des mêmes stations de mesures sur l'ensemble du territoire.

CARHYCE - CARACTERISATION DE L'HYDROMORPHOLOGIE DES COURS D'EAU

Le protocole CarHyCE a été développé par un groupe d'experts de l'ONEMA, des Agences de l'eau, du ministère en charge de l'écologie, de l'IRSTEA (1), des universités et du CNRS (2) notamment. CarHyCE représente aujourd'hui le standard national (DOM (3) y compris) d'une caractérisation du milieu à l'échelle d'une station, déployé sur les réseaux de surveillance de la DCE. Il constitue le socle de base proposé aux gestionnaires pour une harmonisation des suivis d'opérations de

restauration hydromorphologique de cours d'eau. L'année 2014 marquera alors sa normalisation. En outre, chaque acteur peut désormais saisir ses propres données dans une base de données nationale accessible via internet (4), et ce après une formation préalable.

L'objectif est de disposer de données hydromorphologiques de terrain objectives, caractérisant un échantillon de stations, représentatif de l'état général des cours d'eau au plan national.

L'analyse de ces données (notamment statistique) permettra d'améliorer l'interprétation des données de pressions collectées dans le cadre de l'état des lieux, de concevoir les futurs programmes de surveillance, et d'évaluer les changements à long terme des conditions naturelles et des activités humaines.

L'application nationale de cette méthodologie standardisée par les gestionnaires, couplée à la bancarisation des données, est une réelle plus-value pour l'avancée des connaissances scientifiques et techniques sur l'hydromorphologie des cours d'eau et l'analyse des trajectoires des hydrosystèmes soumis à des altérations physiques, aux autres changements globaux, et/ou à des programmes de restauration de diverses envergures.

EN PRATIQUE

Pour réaliser l'ensemble des mesures, quatre personnes sont mobilisées pendant une demi-journée à une journée pour chaque station. Le travail doit se faire plutôt au printemps (5), et en aucun cas en condition d'étiage sévère. Il est aussi recommandé de travailler

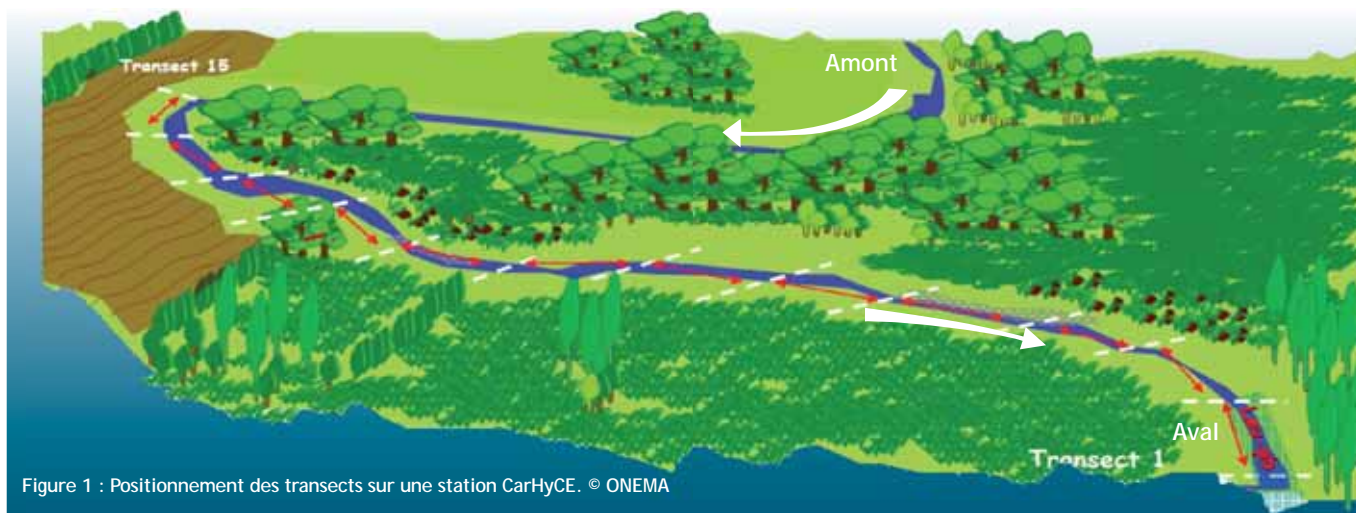


Figure 1 : Positionnement des transects sur une station CarHyCE. © ONEMA

(1) Institut de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture. (2) Centre national de la recherche scientifique. (3) Départements d'Outre-Mer. (4) <http://carhyce.eaufrance.fr/>. (5) A débit proche du débit moyen mensuel interannuel, qui est pour un mois considéré la moyenne des débits mensuels dudit mois sur n années. Il permet de caractériser l'écoulement moyen d'un mois donné.

durant la phase végétative. Pour chaque station, les paramètres sont collectés le long de 15 «transects» perpendiculaires à l'écoulement (voir figure 1). Le transect n°1 étant situé sur le radier aval. Ensuite, les 14 transects suivants sont espacés vers l'amont d'une fois la largeur moyenne du cours d'eau.

Sur chacun des 15 transects est réalisée une série de mesures comme la profondeur ou la caractérisation de la granulométrie sédimentaire. Une caractérisation des berges et de la ripisylve est aussi effectuée.

Toutes les données recueillies permettent le calcul d'un grand nombre de variables (coefficient, débit, granulométrie, etc.). Celles-ci serviront à renforcer la compréhension des relations d'équilibre reliant l'hydromorphologie aux caractéristiques des bassins versants et ainsi donner un cadre théorique aux opérations de gestion et de restauration.

BANCARISATION DES DONNÉES

Le lieu de mesures d'une station carhyce, constitué des points de prélèvement, doit être déclaré auprès des agences de l'eau, seules administratrices des données. Les points de mesures seront rattachés à une station de mesure de la qualité des eaux de surface créées au besoin ou déjà existante sur le cours d'eau. L'ensemble des déclarations de points de prélèvement réalisés sur le terrain est donc administré par bassin puis agrégé par le SANDRE (6), sous des nomenclatures normées, pour une diffusion nationale. Ce référentiel est récupéré par les systèmes applicatifs pour permettre aux utilisateurs de saisir les opérations de mesure liées à ces derniers.

AVANCEMENT

A ce jour, plus de 1200 stations des réseaux de surveillance et de référence pérenne DCE (7) ont été caractérisées par le protocole CarHyCE, mettant ainsi à disposition un ensemble d'informations (largeur, profondeur, pente, granulométrie, nature et structure des berges ...) pour la France métropolitaine et les DOMs.

Il s'agit là du résultat d'un effort d'acquisition de données initié dès 2009 par les agents de l'ONEMA et ayant permis, à la date de juin 2013, de couvrir la plupart des stations du Réseau de contrôle et de surveillance (RCS) prospectables à pied (soit 1000 stations environ sur les 1600 que compte le réseau). Les collectes d'informations combinées sur des stations de référence peu ou non dégradées comme sur des stations dégradées ont permis de grandes avancées scientifiques pour la production d'un indicateur hydromorphologique caractérisant l'état de référence d'un cours d'eau en métropole. Ces avancées scientifiques dans la valorisation des données trouveront échos dans les DOMs en 2014 avec le déploiement du protocole.

Ainsi, après des tests et une adaptation réussie pour la Martinique, le protocole se verra déployé en 2014 pour l'ensemble des DOMs. Caractérisés par des spécificités fonctionnelles et physiques (climat, prédominance des domaines volcaniques avec un transport solide important et une pente accentuée etc.) et des pressions anthropiques particulières, cette adaptation revêt un intérêt tout particulier pour

FREDERIC GOB, UNIVERSITÉ PARIS 1 : «VERS UN INDICATEUR HYDROMORPHOLOGIQUE»

«Grâce aux données standardisées recueillies sur 1000 stations via CarHyCE, il est pour la première fois possible de mener une analyse solide, à grande échelle, des paramètres physiques qui façonnent la morphologie d'un cours d'eau. C'est l'objet d'une convention de trois années entre l'ONEMA et l'Université Paris 1. Pour différents couples de paramètres - largeur du cours d'eau et taille du bassin en amont, sinuosité et pente... - nous construisons des modèles statistiques. Ces modèles, déclinés par grande région, permettront notamment de caractériser l'état de référence (non dégradé) d'un cours d'eau. Il sera alors possible de bâtir un indicateur d'état hydromorphologique, et d'identifier les actions de restauration les plus efficaces. Ces travaux suscitent beaucoup d'intérêt dans la communauté scientifique !»



Réalisation de mesures sur une station CarHyCE. © ONEMA

consolider les réflexions et les modèles statistiques de référence produits pour ces territoires.

LA FORMATION

Les développements ainsi menés de méthodologies, d'outils informatiques dédiés et d'indicateurs permettent aujourd'hui de fédérer les acteurs de l'eau autour de connaissances communes et partagées pour le protocole CarHyCE. Il s'agit là d'un point fort pour les processus de concertation menés localement. Ainsi, un plan de formation délocalisé dans 4 villes de France, tourné vers les acteurs externes, a été déployé dès 2013. Ces formations sont menées sur deux jours et demi par les référents techniques de l'ONEMA incluant des aspects théoriques et pratiques. En mai 2014, les sites d'Angoulême, Le Mans, Lyon et Metz sont pressentis pour accueillir les prochaines sessions. Le calendrier des formations est disponible sur le site de l'ONEMA (<http://www.onema.fr/> ; Onglet "Formation").

L'ADAPTATION MÉTHODOLOGIQUE : LES GRANDS COURS D'EAU

En parallèle, CarHyCE a été adapté aux grands cours d'eau : mesure de la profondeur à l'échosondeur, de la largeur au télémètre laser, caméra haute définition pour étudier la granulométrie... Ces évolutions permettront d'achever la couverture du RCS d'ici 2015.

Enfin, il pourra désormais intégrer une méthode standardisée d'évaluation du colmatage des cours d'eau, développée par l'ONEMA et IRSTEA : la quantité de sédiments fins présents entre les graviers du fond (qui peuvent affecter des équilibres biologiques) est mesurée par conductivité hydraulique. Ce dispositif de suivi hydromorphologique est également complété par le protocole ICE (Informations sur la Continuité Ecologique).

L'ensemble des informations, aujourd'hui collectées et centralisées par l'ONEMA, constitue à ce jour un jeu de données hydromorphologiques particulièrement riche et rare au niveau international : il ouvre des perspectives sans précédent pour l'étude des relations entre dégradations physiques des habitats et biologie.

LE PARALLÈLE AVEC LES PLANS D'EAU

Depuis 2010, l'ONEMA et l'IRSTEA ont développé plusieurs outils pour caractériser les plans d'eau sur tout le territoire. Parmi ceux-ci, deux protocoles, ALBER pour l'altération des berges et CHARLI pour la caractérisation des habitats des rives et du littoral. Un article consacré à ces protocoles et bases de données paraîtra dans la Lettre Eau n°65.

(6) Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau <http://www.sandre.eaufrance.fr/>. (7) L'arrêté du 25 janvier 2010 établit le programme de surveillance de l'état des eaux pris en application de l'article R.212-22 du code de l'environnement. Le réseau de contrôle de surveillance (RCS) des eaux douces de surface concerne les cours d'eau, les canaux et les plans d'eau. Il est destiné à évaluer l'état général des eaux de chaque district hydrographique et à suivre les changements à long terme de l'état des eaux, suite à des changements d'origines naturelle ou anthropique.

L'ÉVALUATION DE LA POLITIQUE DE L'EAU : QUEL BOULOT, POUR QUEL RÉSULTAT !

Collectif

En 2007, il y a six ans déjà, se déroulait le fameux Grenelle de l'environnement, dont découlèrent, quelques longs mois plus tard, deux lois, respectivement Grenelle I en août 2009 et Grenelle II en juillet 2010. Une idée nouvelle se cachait derrière : associer toutes les parties prenantes dans l'élaboration des décisions, à travers la « gouvernance à 5 » (patronat, syndicat, ONG, Etat, collectivités territoriales).

Un changement de gouvernement plus tard et la révolution était en marche : la première conférence environnementale est organisée en septembre 2012 et repose sur une gouvernance à « 5+1 ». En effet les parlementaires sont cette fois associés aux échanges. Autre nouveauté, cette conférence sera annuelle. En ce mois de septembre 2013, une nouvelle conférence environnementale a donc eu lieu.

QUEL BILAN DE LA CONFÉRENCE 2012 ?

Les thèmes abordés en 2012 étaient : préparer le débat national sur la transition énergétique, faire de la France un pays exemplaire en matière de reconquête de la biodiversité, prévenir les risques sanitaires environnementaux, financement de la transition et fiscalité écologique, améliorer la gouvernance environnementale. L'eau n'occupait donc pas une place spécifique dans cette conférence, pas plus que lors du Grenelle où elle avait été abordée de manière marginale dans la table ronde dédiée à l'agriculture.



© A. Humeau

Le gouvernement a annoncé que 75% des mesures de la feuille de route sont réalisées ou engagées selon le calendrier prévu. Pour Bruno Genty, président de FNE : « *Notre bilan des suites concrètes de la conférence environnementale 2012 est très mitigé. Les signaux envoyés par le Gouvernement en matière d'environnement ont été incohérents, voire franchement négatifs. Surtout, au-delà du très beau discours prononcé par le président de la République en septembre 2012 à l'ouverture de la 1^{ère} conférence environnementale, bien peu a été réalisé.* ».

LA CONFÉRENCE 2013

La conférence environnementale de 2013 a été axée sur 5 thèmes : l'économie circulaire, les emplois de la transition écologique, la politique de l'eau, la biodiversité marine, la mer et les océans, l'éducation à l'environnement et au développement durable. FNE était représenté dans chacune des tables rondes.

La table ronde sur la politique de l'eau venait conclure une année d'évaluation. En effet, en octobre 2012 le gouvernement décidait de lancer un vaste chantier relatif à la modernisation de l'action publique, décrit comme « *un travail d'évaluation des politiques publiques partenariales avec l'ensemble des acteurs concernés (Etat, collectivités, organismes sociaux et opérateurs) pour construire une vision collective des enjeux, des finalités et des modalités de mise en œuvre de chaque politique publique* ». Le CIMAP (comité interministériel pour la modernisation de l'action publique) lançait ainsi 49 évaluations de politiques publiques, dont la politique de l'eau.

L'ÉVALUATION DE LA POLITIQUE DE L'EAU

Dans le cadre de la modernisation de l'action publique, l'évaluation de la politique de l'eau a mobilisé les acteurs depuis la fin d'année 2012. Plusieurs missions et rapports sont venus alimenter les débats au cours de l'année 2013. FNE s'est fortement investi tout au long de l'année pour être un acteur entendu de cette évaluation : auditions, contributions écrites, communiqués de presse, tous les moyens ont été utilisés pour porter haut et fort la voix des associations de protection de l'environnement.

Le 23 novembre 2012, le premier ministre Jean-Marc Ayrault a confié à **Philippe Martin**, alors député du Gers, une mission parlementaire pour analyser la situation de la gestion de l'eau en agriculture en France. Rendu en juin, ce rapport a été jugé par FNE « partiel et partiel ». En effet, ce rapport confirme les grandes règles de la gestion quantitative mais ne remet pas en cause la course poursuite entre la construction de retenues, financées sur fonds publics par les agences de l'eau, et les revendications sans limites des irrigants, qui ne sont qu'une petite minorité d'agriculteurs. Le rapport remet au goût du jour la réduction des délais de recours, la limitation des études d'impact, et en appelle au soutien financier public pour le développement de l'irrigation ! Par ailleurs les préconisations ne sont pas en cohérence avec les objectifs du Plan National d'Adaptation Au Changement Climatique (PNACC) qui demande la diminution de 20% des prélèvements d'eau pour tous les usages d'ici 2020. Les associations auditionnées s'inquiètent des conséquences que ce rapport aura quant aux politiques de gestion de l'eau en agriculture sur leur territoire. Ce rapport ne répond pas aux attentes et aux questions de FNE : il dissocie une fois de plus la gestion quantitative de la gestion qualitative, et il n'aborde pas la nécessité de réaliser un état des lieux des retenues existantes et en cours d'installation. FNE demande qu'un objectif clair de réduction de la consommation d'eau en agriculture soit fixé, et qu'aucun argent public ne soit attribué à des projets d'irrigations avant l'inventaire exhaustif des retenues existantes et des projets en cours. Il faut que le principe préleveur-payeur soit correctement appliqué à l'activité agricole, que les distorsions de seuils des redevances prélèvements entre les différentes catégories d'usagers soient rectifiées.

Le CESE (1) a également produit un rapport intitulé « eau et agriculture ». Une synthèse de cet avis est disponible en pages 13 à 15 de cette Lettre Eau.

En février, le premier ministre confiait au député des Côtes d'Armor **Michel Lesage** une mission d'évaluation de la politique de l'eau, pour proposer de nouveaux modes d'intervention dans les territoires et définir les priorités d'action 2016-2021. Ce rapport, remis début juillet, préconise de mobiliser les territoires pour inventer le nouveau service public de l'eau et atteindre les objectifs de qualité. Un aspect très apprécié de ce rapport est la proposition de créer dans les instances de bassin un quatrième collège formé par les représentants de la société civile.

A l'issue de la conférence de 2012, la feuille de route pour la transition écologique installait un **Comité permanent pour la fiscalité écologique** (CFE). Présidé par l'économiste Christian de Perthuis, ce comité, composé des parties prenantes, dont FNE, a pour mission de formuler des avis sur les mesures fiscales écologiques envisagées par le gouvernement et de faire des propositions. S'est installé en début d'année un sous-groupe « *fiscalité des ressources en eau* » dirigé par Michel Trommetter, économiste et directeur de recherche à l'INRA (2), dont les travaux ont été restitués au comité en mai. Les trois principales pistes esquissées dans le projet d'avis concernent la « mise en place d'une fiscalité sur l'azote minéral », « l'évolution de la fiscalité sur les phytosanitaires » et « les évolutions possibles de la redevance prélèvement ». Malgré une large majorité de vote « pour » (16 pour, 6 contre et 3 abstentions), le président n'a pas adopté l'avis, alors que ses propositions étaient pourtant modestes (3). Il est toujours possible d'attendre l'accord du monde agricole productiviste, mais cela risque de prendre un certain temps !

Alors que le CIMAP du 18 décembre 2012 initiait l'évaluation de la politique de l'eau, et ceci dans l'objectif de nourrir les débats de la conférence environnementale 2013, le rapport de cette équipe d'évaluation, dirigée par **Anne-Marie Levraut**, a été rendu publique le ... 11 septembre ! Autant dire qu'il est arrivé de justesse avant la conférence. Dans l'essentiel, ce rapport actualise des analyses déjà partagées, notamment sur les difficultés rencontrées par la police de l'eau, une articulation difficile entre politiques publiques, une mise en application très imparfaite du principe pollueur-payeur. Ce rapport annonce une vérité répétée par FNE : seule un bouleversement majeur de la politique agricole, via une évolution de la PAC, permettra d'inverser la tendance et de reconquérir la qualité (et la quantité) des milieux aquatiques.

LE COMITÉ NATIONAL DE L'EAU

Le comité national de l'eau (CNE) a été créé par la loi sur l'eau de 1964, dans le but d'examiner les questions communes aux grands bassins hydrographiques. Son rôle a été élargi et renforcé par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006. Ayant pris connaissance de l'évaluation de la politique de l'eau en cours, le CNE a mis en place, via une délibération (4) adoptée en février, un groupe de travail ad hoc, dont la présidence et l'animation ont incombé au sénateur Henri Tandonnet. Une petite dizaine de réunions ont eu lieu, dont des séances plénières de restitution des avancées du groupe. La dernière réunion a eu lieu le 4 septembre, à la suite de quoi les conclusions du groupe ont été rendues aux membres du CNTE (voir encadré).

LE CNTE

À l'occasion du Grenelle de l'Environnement, le Comité national du Développement durable et du Grenelle de l'Environnement (CNDGDE) a été créé par Jean-Louis Borloo. Avec la mise en place de la conférence, cette instance a été renommée CNTE - Conseil National de la Transition Ecologique - par la loi du 27 décembre 2012 et dont la composition et le fonctionnement ont été arrêté par décret en août 2013 (5), décret qui crée également un comité des hauts fonctionnaires en charge du développement durable.

Le CNTE comprend 50 membres, organisés en six collèges, auxquels s'ajoutent le président du CESE et le commissaire général au développement durable (CGDD). Un arrêté (6) datant de début septembre liste les associations du collège des associations de protection de l'environnement, qui est constitué des représentants de : France nature environnement, la Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme (FNH), la Ligue de protection des oiseaux (LPO), Les Amis de la Terre France, Humanité et Biodiversité, le Réseau action climat, la Fondation WWF et Surfrider Foundation Europe.

Le CNTE reste un comité consultatif, qui n'a pas de caractère interministériel. C'est une instance de dialogue. Les membres du CNTE sont représentés à la conférence environnementale.

LA TABLE RONDE SUR LA POLITIQUE DE L'EAU

Cette table ronde se divise en trois ateliers. Pour chacun de ces ateliers, FNE s'est fait force de proposition.

1- ASSURER L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE BON ÉTAT DES MASSES D'EAU

Constat. L'évaluation à mi-parcours des SDAGE 2009-2015 indique que les objectifs fixés de bon état des eaux ne seront pas atteints en 2015. L'objectif de 66% de masses d'eau superficielles en bon état en 2015 est jugé irréaliste par ceux qui refusent de faire des efforts, alors que le bon état des eaux n'est qu'un compromis qui se voulait réaliste. L'évaluation des programmes de mesures démontre que les efforts financiers se sont concentrés sur la mise aux normes des stations d'épuration, assurant l'annulation du contentieux pour le retard dans l'application de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines, alors que les deux premières causes de non-atteinte du bon état sont les altérations morphologiques et les pollutions diffuses d'origine agricole.

Enjeux. Des dispositions plus contraignantes doivent être intégrées dans les prochains SDAGE 2016-2021 pour faire disparaître les altérations morphologiques et les pollutions diffuses d'origine agricole qui interdisent l'atteinte du bon état des eaux.

Demandes prioritaires.

FNE demande que l'État porte et soutienne des planifications SDAGE et SAGE ambitieuses et les rende opposables aux choix locaux d'aménagement du territoire

(1) Conseil économique, social et environnementale. (2) Institut National de la Recherche Agronomique. (3) Ce comité a adopté au consensus trois projets d'avis, relatifs à l'artificialisation des sols, au différentiel de taxation entre le gazole et l'essence et à l'opportunité d'une fiscalisation des fluides frigorigènes (voir <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Reunions-et-avis-ducomite.html>). (4) Délibération n°2013-02 du 12 février 2013. (5) Décret n° 2013-753, JORF n°0191 du 18 août 2013. (6) Arrêté du 6 septembre 2013, JORF n°0211 du 11 septembre 2013.

FNE demande que la police de l'eau (notamment l'ONEMA) ait enfin les moyens de la mise en œuvre effective des politiques de reconquêtes des continuités écologique et les moyens de sanctionner les non conformités à ces obligations

2- ASSURER UNE BONNE INTERACTION ENTRE LA POLITIQUE DE L'EAU ET LES AUTRES POLITIQUES (NOTAMMENT POLITIQUES AGRICOLE ET INDUSTRIELLE, SANITAIRE, D'URBANISME, D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE TRANSPORT, D'ÉNERGIE, DE LA BIODIVERSITÉ)

Constat. La sur-utilisation de l'azote pollue l'environnement et représente 1,8 MT/an, dont 1,2 MT sont perdus dans les eaux sous forme de nitrates qui parviennent ensuite à la mer, et 0,5 MT dans l'atmosphère sous forme d'ammoniac. Hors la politique agricole n'intègre toujours pas la protection des ressources en eau, ce que démontrent les augmentations des surfaces des zones vulnérables à la pollution par les nitrates agricoles et du NODU (7), indicateur qui permet d'apprécier l'intensité du recours aux pesticides. Les actions réglementaires visant à réduire les pollutions nitratées n'ont eu qu'une portée symbolique, en témoigne la condamnation de la France en juin 2013 par la cour de justice européenne pour manquement dans l'application de la Directive Nitrates. Les pollutions diffuses sont un obstacle majeur pour atteindre les objectifs de bon état des eaux et conduisent également à l'abandon de nombreux captages d'eau potable.

Enjeux. Au plus tard d'ici à 2015, il s'agit de mettre en place des actions avec des moyens financiers et humains plus ambitieux pour, entre autre, éviter de nouveaux contentieux et amendes de la part de l'Union Européenne.

Demandes prioritaires.

FNE demande qu'une politique de taxation efficace et conforme au principe pollueur payeur soit enfin mise en œuvre sur les produits phytosanitaires et sur l'azote minéral : renforcer le seuil de la redevance sur les produits phytosanitaires, introduction d'une redevance sur les engrais azotés agricoles, et utilisation des produits de ces taxes pour les programmes de reconquête de la qualité des eaux

FNE demande que la pollution des eaux soit enfin internalisés dans les coûts de production industriels des élevages et cultures intensifs dans le cadre de la réforme à venir de la PAC

FNE demande qu'un objectif clair de réduction de la consommation d'eau en agriculture soit fixé et qu'aucun argent public ne soit attribué à des projets d'irrigations tant qu'un inventaire des projets en cours et des retenues d'eau déjà réalisés, et de leurs impacts individuels et cumulés n'a pas été fait.

3- SE DONNER LES MOYENS DE SES PRIORITÉS EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE DANS LE DOMAINE DE L'EAU : RESPONSABILITÉS ET MOYENS DES DIFFÉRENTS ACTEURS

Constat. Dans les comités de bassin, plusieurs groupes d'acteurs défendent leur point de vue et agissent à tous les niveaux de la décision publique et économique. Des décisions sont prises et résultent d'un vote qui n'est, le plus souvent, que le reflet de la composition de ces instances, soit 40% d'élus, 40% d'usagers (dont les associations), et 20% pour les représentants de l'Etat. La gestion de l'eau n'est pas seulement l'affaire des élus et du monde économique, c'est aussi l'affaire du citoyen, d'autant qu'il la finance en grande partie.

Enjeux. Atteindre les objectifs de bon état des eaux de 2015 fixés par la DCE et ceux du Grenelle de l'Environnement, ce qui nous impose de dynamiser le fonctionnement des instances de bassin pour obtenir des résultats et sortir des politiques convenues, qui dissocient qualité et quantité de l'eau. La gestion quantitative de l'eau doit être en permanence confrontée avec les objectifs de bon état des eaux qui intègrent la morphologie, la chimie et la biologie.

Demandes prioritaires.

FNE demande la création d'un quatrième collège dans les instances de bassin (comités de bassin, Commissions Locales de l'Eau, instances décisionnelles des Organismes Uniques), formé par les représentants de la société civile à partir des associations de protection de la nature et de l'environnement, des associations de consommateurs, des associations des pêcheurs amateurs et des associations de sports d'eau vive ; afin de distinguer les missions d'intérêt général portées par ces acteurs qui ne sont pas que des « usagers » de la ressource.

FNE demande le renforcement des moyens financiers pour permettre aux associations agréées pour la protection de l'environnement d'avoir une réelle participation au débat, d'avoir les moyens et les compétences d'enrichir ce débat, et ce contribuer de façon constructive aux réunions.



Rivière de Mantet au dernier rayon de soleil, Gorges de Nyer, Pyrénées-Orientales. © Martin N. JOHANSEN

(7) Nombre de Doses Unités. Indicateur du programme Ecophyto. Pour en savoir plus, consulter la fiche thématique Qualité-n°3 « comment évaluer la réduction des pesticides ? ».

Collectif

FNE s'oppose à un développement non contrôlé de l'irrigation au nom de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique, et refuse en particulier la création de stockages d'eau supplémentaires alors que d'autres solutions sont envisageables. La priorité doit aller aux économies d'eau et à un meilleur partage de la ressource entre usagers, ainsi qu'à la transition des modes de production agricoles pour les rendre moins dépendants de l'irrigation.

LA LIMITATION DES PRÉLÈVEMENTS

Le développement de l'irrigation pour l'agriculture a mené à des situations de déficit structurel dans certaines zones, les Zones de Répartition des Eaux (ZRE, voir carte), posant de graves problèmes écologiques. Le retour à une gestion équilibrée des ressources en eau est indispensable pour atteindre les objectifs de la DCE. La priorité doit être de limiter les prélèvements, quel que soit leur type : à la fois les prélèvements dans les cours d'eau et les nappes et les stockages d'eau pour l'irrigation. Une transition générale des modèles agricoles doit être engagée afin de rendre l'agriculture moins dépendante de l'utilisation d'eau. Cette limitation est en cohérence avec l'objectif du PNACC (1) qui demande une réduction de 20% de consommation d'eau pour tous les usages d'ici 2020.

RÉALISATION D'UN BILAN COMPLET

Une meilleure application des principes pollueur-payeur et préleveur aura pour effet d'accroître les moyens financiers des agences de l'eau, donc de leurs moyens d'action. Plus de moyens financiers, certes, mais pour être efficace encore faut-il que les outils, curatifs ou préventifs, à la disposition des agences de l'eau soient adaptés à la résolution des problèmes. Ainsi, FNE demande qu'un bilan soit effectué :

- **La première phase** de ce bilan devrait être un état de l'équipement existant : nature des ouvrages, en rivières ou hors rivières, les volumes stockés, le taux de remplissage, le taux d'utilisation, la répartition en régions, l'évolution au cours du temps, la part du financement public de ces ouvrages.
- **Bilan des prélèvements.** De nombreuses rivières sont mises à sec, souvent les volumes prélevables ne sont pas respectés du fait d'une police de l'eau dotée de peu de moyens, ou d'une police de l'eau conciliante.
- **Bilan des demandes** en irrigation, selon les régions, selon le type d'activité, selon la nature des ouvrages revendiqués, selon les milieux sollicités et selon la taille des exploitations.
- **Bilan de la pollution.** La pollution par les pesticides et les nitrates impactent la qualité de l'eau.
- **Bilan des cultures** qui sont utilisées pour justifier les retenues d'eau. Sur la bassin du Clain, 3/4 de ces cultures sont le maïs et les céréales.
- **Bilan pour l'eau potable.** Du fait de la pollution agricole, de nombreux captages d'eau potable sont abandonnés, de nouveaux puits sont forés, des interconnexions de dilution de la pollution sont réalisées, des traitements de dénitrifications et d'élimination des pesticides sont installés : tout ceci représente un coût qui devrait être supporté par l'agriculture.
- **Bilan de la police de l'eau.** Ne faudrait-il pas une police de l'eau mieux organisée, plus présente sur le terrain et plus efficace ? Il faut réaliser un bilan de l'évolution au cours du temps des effectifs, des méthodes de travail, du temps passé sur le terrain, du nombre de Procès-Verbaux (PV) dressés par les agents, du nombre de PV ayant donné des suites judiciaires ou administratives.
- **Bilan des impacts sur les ruptures de continuité écologique,** les habitats naturels, la flore et la faune sauvages.

La multiplication de ces ouvrages engendre des destructions irréversibles de milieux naturels et des espèces végétales et animales qui y vivent.

DEUX SCÉNARIOS : VERS LEQUEL NOUS DIRIGEONS-NOUS ?

Scénario conservateur.

Poursuivre dans la voie déjà tracée, notamment dans le plan de développement des retenues de 2011 en finançant de nouvelles retenues : de substitution comme en Loire Bretagne, ou collinaires et barrages, comme en Adour-Garonne, pour irriguer de nouvelles surfaces, et ceci au service des grandes cultures ou cultures industrielles. Plus d'argent, encore plus de barrages, encore plus de production au service du marché mondialisé. Et encore plus de pollution car ces infrastructures coûteuses incitent à rechercher des rendements les plus élevés, qui nécessitent plus d'eau, plus d'intrants, plus de traitements. Un tel système de production agricole ne peut être soutenu par FNE, il sera même combattu.

Scénario de réorientation.

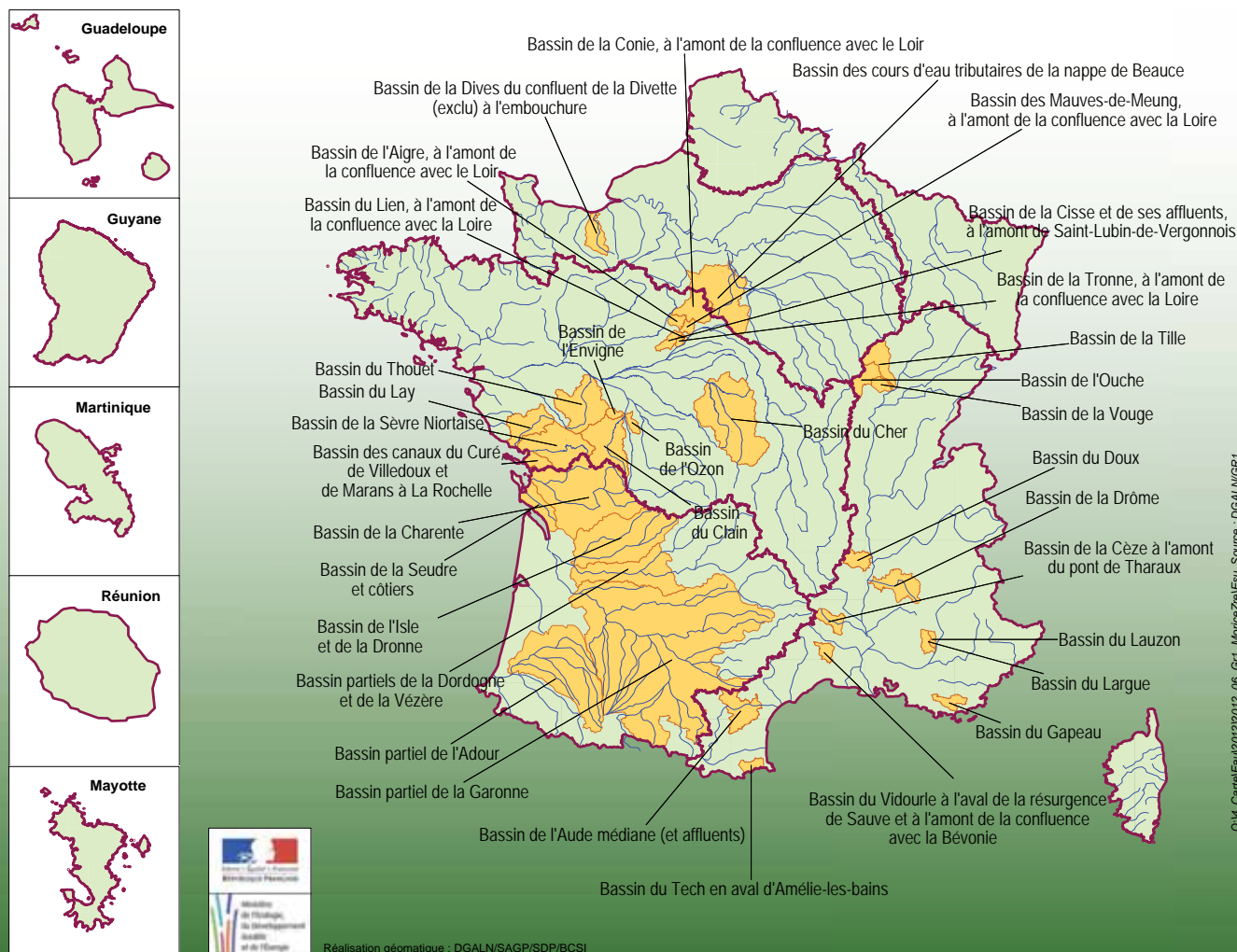
Des moyens financiers plus importants pourraient être utilisés pour réorienter les productions vers des activités compatibles avec la protection de l'eau et la reconquête du bon état des masses d'eau. Cette option revient à faire évoluer les productions actuelles vers des cultures qui consomment moins d'eau, respectent les volumes prélevables et s'organisent pour affronter le changement climatique. L'expérimentation rurale devrait être au cœur de cette démarche. L'agriculture biologique, les agricultures durables, l'agriculture HVE de niveau 3, devraient être fortement encouragées et soutenues, aussi bien financièrement que techniquement. FNE soutient l'amplification de cette démarche. Au niveau de ce soutien, il convient toutefois de bien distinguer les agricultures qui apportent des bénéfices environnementaux, notamment dans la gestion de l'eau, de celles qui se qualifient d'environnementales mais qui ne sont que des agricultures industrielles masquées.

QUELQUES CHIFFRES

La consommation nette de l'eau correspond au prélèvement déduit du volume d'eau qui retourne au milieu après usage (2), ainsi seulement 20 à 30 % du volume prélevé par l'agriculture retourne au milieu. Cependant, l'eau ne retourne pas au milieu dans un « état » identique, ce qui peut avoir des impacts sur le milieu de restitution. Sur la part d'eau « consommée » l'agriculture est le plus gros consommateur de la consommation totale pour l'irrigation : en 2009, sur 33,4 milliards m³ prélevés, 6 milliards ont été consommés, dont 48 % (2,88 milliards de m³) pour l'irrigation. Les volumes prélevés pour l'irrigation sont fonction de la nature des cultures, de l'importance des activités agricoles, du climat et du mode d'irrigation. 40 % de la surface irriguée est occupée par le maïs. Cette culture n'est pas celle qui nécessite le plus d'eau, par kilo de matière sèche produite, mais elle en a besoin en été, au moment où l'eau est la moins disponible. En période estivale, l'agriculture peut alors représenter jusqu'à 80% de la consommation d'eau.

Source : Commissariat Général au Développement Durable. (2012). *Les prélèvements d'eau en France en 2009 et leurs évolutions depuis dix ans*. Chiffres et statistiques n°290, SOEs.

(1) Plan national d'adaptation au changement climatique. (2) Il est admis que, en moyenne, 75 % de l'eau prélevée par les ménages retourne au milieu, l'ordre de grandeur serait équivalent mais très variable pour les prélèvements industriels hors processus de refroidissement où le retour est supérieur à 90%.



ZRE - Zones de Répartition des Eaux Superficielles - Juin 2012. (la carte des ZRE des eaux souterraines est aussi disponible)

ZOOM SUR LE BASSIN ADOUR-GARONNE

Le Sud-Ouest de la France est emblématique de la problématique « gestion quantitative de l'eau et agriculture », du fait de son climat, sa ruralité et du poids de la filière maïs, plante tropicale dont les besoins en eau concordent avec la période d'étiage du bassin.

La contestation de la réforme des volumes prélevables est partie du bassin Adour-Garonne en 2010. Les discussions sur ces volumes ont rapidement tourné au rapport de force et ont abouti à une surestimation : ces volumes ont été relevés de 100 millions de m³ sur le bassin à l'issue de la concertation et ils sont jusqu'à 30% supérieurs aux prélèvements effectifs sur les ¾ du territoire.

En 25 ans on a multiplié par 6 le volume d'eau stockée sur le bassin Adour-Garonne.

Actuellement, les réserves artificielles du bassin Adour-Garonne représentent plus de 640 millions de m³, mobilisables directement ou indirectement pour soutenir les débits d'étiage des fleuves et des rivières. Or malgré cela, le problème quantitatif à l'étiage et les revendications agricoles demeurent. A quoi sert l'eau déjà stockée ? A quoi servira le stockage supplémentaire ?

En agriculture le développement de l'irrigation agricole est allé de pair avec l'utilisation massive d'intrants (pesticides et engrais azotés) ainsi qu'au recours à la monoculture dans le but de produire plus. Ainsi il y a une correspondance entre les zones de vigilances aux pollutions diffuses - nitrates grandes cultures et phytosanitaires - (2) et les zones de répartitions des eaux du bassin (Annexe 6 du SDAGE Adour-Garonne 2010-2015).

Heureusement, il existe des pratiques agricoles innovantes sur le bassin Adour-Garonne, concernant la gestion de l'eau à l'échelle de l'exploitation. Certaines ont été identifiées lors d'un appel à bonnes pratiques lancé en 2010, dont l'utilisation du BRF (3), l'agroforesterie ou encore le passage à l'agriculture biologique.

Il est nécessaire d'encourager le développement de filières adaptées aux conditions climatiques du Sud-Ouest, qui ne mettent en péril ni l'état des ressources en eau ni les exploitations agricoles (légumineuses, luzerne, chanvre, shorgo, protéagineux, prairie...). Il n'est pas envisageable de continuer à produire du maïs irrigué en monoculture comme c'est le cas actuellement dans le Sud-Ouest.

Le déséquilibre existe depuis très longtemps dans les instances du bassin Adour-Garonne, ce qui a pour effet de rendre prédominante la vision agricole. Ce rapport de force a notamment engendré :

- des redevances « prélèvement pour irrigation » à taux les plus bas par rapport aux autres bassins, avec une impossibilité de faire augmenter le taux de ces redevances (blocages dans les instances de bassin au moment de la révision du 10^e programme de l'agence). Les taux pourront même être abaissés en ZRE en cas de gestion collective par un organisme unique en déficits !
- un détournement des aides de l'agence au profit du volet quantitatif agricole : la redevance prélèvement pour irrigation rapportera 47 M€ sur la période 2013-2018 à l'agence alors le montant des dotations sur le volet « gestion quantitative de la ressource » s'élèvera à 105 M€. Ceci illustre les transferts des usagers domestiques vers les usagers agricoles, curieuse application de la récupération des coûts !

(2) Disposition B33 du SDAGE Adour-Garonne 2010-2015). (3) Bois raméal fragmenté.

LES ASSOCIATIONS DE PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT (APNE)...

...au cœur des débats citoyens

Progressivement, les associations se sont fait une place au sein de la société française : la Loi de 1901 a offert à chaque citoyen le droit de s'associer sans autorisation préalable ; puis la convention d'Arrhus (1) a instauré le droit de savoir, de participer et d'accéder à la justice, toutes ces dispositions sont inscrites dans l'article 14 de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE). Les associations sont alors institutionnellement appelées à contribuer aux débats publics.

...des médiateurs civils au service de la protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

Les lois sur l'eau et les directives européennes organisent la politique de l'eau notamment par la création d'instances de gestion de l'eau à diverses échelles (Comité National de l'Eau, Commission Mixte Inondation, Comités de Bassin, Commissions Locales de l'Eau) la société civile étant l'une des composantes de ces institutions. Les militants associatifs deviennent ainsi des pièces incontournables dans ce paysage de la politique de l'eau. Leurs contributions sont de mieux en mieux reconnues par les acteurs de l'eau, nourrissent les réflexions des collectivités et enrichissent la démocratie. Leurs positions redonnent du sens à une politique trop souvent déconnectée de la réalité du terrain et qui néglige des sujets importants comme la préservation et la reconquête de biodiversité.

... mais perdues parmi les usagers des instances de bassin

Plusieurs groupes d'acteurs défendent leur point de vue et agissent à tous les niveaux de la décision publique et économique. Dans les comités de bassin (2), la recherche du consensus entre les votants n'est le plus souvent que le reflet de la composition de ces instances qui apparaît particulièrement déséquilibrée avec : 40% d'élus, 40% d'usagers (dont les APNE), et 20% pour les représentants de l'Etat (c'est la règle de répartition des 40x40x20 issue de la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques de 2006 (3)). Même observation dans les conseils d'administration des agences de l'eau, dans les CLE et dans les instances décisionnelles des Organismes Uniques. La gestion de l'eau n'est pas qu'une affaire politique et économique, c'est aussi celle du citoyen qui la finance en grande partie (4).

ENJEU

Donner une place plus équilibrée à la société civile dans les instances de l'eau est un investissement d'avenir d'autant plus nécessaire que la France peine à respecter ses engagements aussi bien dans l'atteinte du bon état que dans la réduction des pollutions azotées pour lesquelles elle a été condamnée le 13 juin 2013 par la Cour de justice européenne pour manquement dans l'application de la directive nitrates.

DYNAMISER L'IMPLICATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LES INSTANCES NATIONALES DE L'EAU

- Créer un quatrième collège dans les instances de bassin (5) : il serait formé par les représentants de la société civile à partir des APNE,

des associations de consommateurs, des associations des pêcheurs amateurs et des associations de sports d'eau vive etc.

- Etudier différents modes de représentation :
 - soit suivant la règle 40x20x20x20, c'est-à-dire que le collège des usagers économiques serait scindé en deux pour créer le collège de la société civile
 - soit suivant la règle des 20x20x20x20x20, c'est-à-dire qu'un autre collège des élus serait créé, formé pour une moitié par des élus nationaux et, pour l'autre, par des présidents de CLE par exemple. En effet ceux-ci constituent des acteurs permanents de la politique de l'eau localement.
- Faciliter la présence des représentants de la société civile aux réunions des instances de bassin : des dispositions législatives pourraient être adoptées pour permettre aux administrateurs représentants de la société civile, qui peuvent être salariés (tous ne sont pas à la retraite !), de se rendre disponibles, règles qui devraient être adaptées pour les représentants désignés aux conseils d'administration des agences, du fait du nombre important de réunions de travail. Actuellement la loi offre la possibilité de 9 journées de congé sans solde qui peuvent être données par l'employeur pour les salariés. Il serait intéressant d'augmenter ce nombre pour certaines fonctions, et d'aller jusqu'à une prise en charge partielle, pour certaines d'entre elles, sous la forme d'indemnités forfaitaires.
- Pour renforcer le travail de coordination des représentants associatifs à l'échelle du bassin, un poste permanent devrait être créé dans chaque bassin hydrographique et supporté financièrement par chaque agence.
- Il conviendrait également de créer un poste de coordination nationale pour assumer la liaison avec le CNE, l'ONEMA, (ou l'ANB), et le niveau européen du BEE. Le financement de ce poste pourrait être imputé sur l'ONEMA ou le MEDD.



Gave d'Oloron. © B. Rousseau

(1) Signée par trente-neuf Etats membres de la CEE-ONU et la Communauté européenne lors de la quatrième Conférence ministérielle « Un environnement pour l'Europe » qui s'est tenue dans la ville de Aarhus au Danemark du 23 au 25 juin 1988. (2) Pour plus d'informations, consultez la fiche N°5 du réseau Eau : http://www.fne.asso.fr/documents/eau/fichethematiques/a_fiche_5_cbetca.pdf. (3) La LEMA rénove le cadre global défini par les lois sur l'eau du 16 décembre 1964 et du 3 janvier 1992 et en particulier la composition des Comités de bassin avec la répartition 40%, 40% et 20%. (4) A ce sujet voir par exemple la Lettre Eau sur les X^{èmes} programme de décembre 2012. (5) Comité de bassin, Commission Locale de l'Eau, instances décisionnelles des Organismes Uniques

UNE APPLICATION PARTIELLE DU PRINCIPE POLLUEUR-PAYEUR

La Directive Cadre sur l'Eau par son article 9 (1) encourage une tarification incitative qui vise à intégrer les coûts pour l'environnement dans le prix de l'eau payé par les différents groupes d'utilisateurs et à orienter le comportement des usagers vers une réduction des pressions exercées sur la ressource. Dans ce cadre, les Agences de l'Eau s'appuient sur les principes préleveur/pollueur-payeur pour calculer les redevances (2) ; celles-ci sont prélevées sur tout usager redevable au titre de la dégradation qu'il entraîne sur les ressources en eau et le milieu aquatique.

Actuellement, ce principe pollueur-payeur n'est appliqué que partiellement, ce qui résulte du déséquilibre de représentation entre usagers économiques et domestiques. Dans certains bassins, les usagers domestiques et assimilés participent jusqu'à 90 % aux budgets des Agences de l'Eau. (Cf. Lettre Eau N°61). La politique fiscale de l'eau semble encourager la pollution et la dépollution en subventionnant largement la dépollution et en taxant peu certaines pollutions. Pourtant, plusieurs tendances nous alertent quant à notre capacité à atteindre un bon état des eaux. Dans ce contexte, FNE milite pour la mise en œuvre d'une politique de taxation ambitieuse et dissuasive pour obtenir enfin des résultats concrets.

RESPONSABILISER LES ACTEURS DE L'EAU VIA UNE POLITIQUE DE TAXATION DISSUASIVE

FNE demande un rééquilibrage progressif des redevances des Agences de l'Eau dans un esprit de justice sociale et d'application des principes pollueur/préleveur-payeur inscrits dans la DCE. Zoom sur trois redevances : l'azote minéral, les pesticides et les prélèvements en eau.

Pollutions diffuses

En 2012, FNE constate une augmentation de 10% de la surface des zones vulnérables aux nitrates d'origine agricole, ainsi qu'une augmentation du NODU (3), indicateur qui permet d'apprécier l'intensité du recours aux pesticides. Les pollutions diffuses (principalement nitrates et pesticides) restent un obstacle majeur pour l'atteinte des objectifs de bon état des eaux.

• Azote minéral

45% de l'azote entrant dans les exploitations agricoles est perdu, ce qui représente 1,8 million de tonnes d'azote perdu chaque année, dont 1,2 million se dirige dans l'eau, sous la forme de nitrate (4). Des évaluations annuelles des flux de polluants (5) rejetés en mer sont menées annuellement en France au titre des conventions internationales Oskar (6) et MedPol (7). L'évaluation des deux conventions en 2011 fait le constat d'un flux d'azote globalement stable sur toutes les façades maritimes durant la période 1999-2009.

A ce jour, malgré la gravité de cette pollution, il n'a pas été mis en place de redevance sur l'azote minéral. L'idée portée par FNE lors de la conférence environnementale est d'introduire une fiscalité légère mais ambitieuse sur l'azote minéral. Le taux plafond de la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique (payée entre autre par les industriels) appliqué pour l'azote oxydé, nitrites et nitrates est de 0,3 €/kg (Code de l'environnement, Article L213-10-2) ; ce taux pourrait servir de référence pour introduire cette nouvelle redevance. Le produit financier de cette redevance serait alors un levier pour favoriser une agriculture plus respectueuse des ressources en eau comme c'est le cas de l'agriculture biologique.

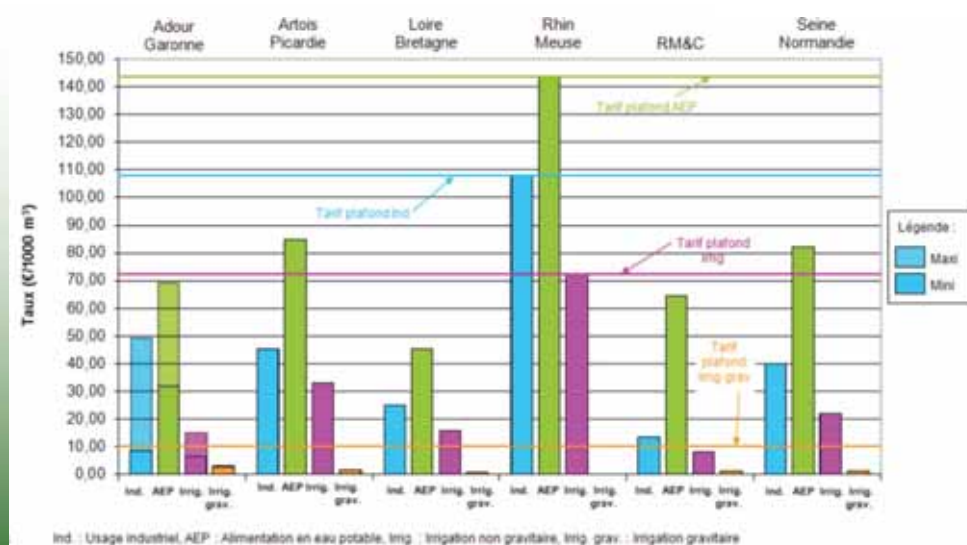
• Pesticide

Les distributeurs agréés de pesticides sont redevables d'une redevance pour pollutions diffuses, issue de l'ancienne TGAP (8). Cette redevance est exigible lors de la vente à l'utilisateur final. Le rendement de la redevance « pollutions diffuses » sur les pesticides représente un peu plus de 100 M€/an (9) et reste sans effet sur les comportements. FNE propose de fonder l'assiette de cette redevance non plus sur la quantité de produit comme c'est le cas actuellement mais sur le nombre de doses de substances actives.

Prélèvement pour l'irrigation

Le taux de la redevance pour prélèvement d'eau destiné à l'irrigation est défini au niveau de chaque bassin hydrographique dans la limite de plafonds nationaux légaux (Voir figure). On constate que le bassin Rhin-Meuse a les taux les plus élevés. En Adour-Garonne, bien que le bassin soit soumis à une très forte pression sur l'irrigation, les redevances sont loin du taux plafond. L'analyse des redevances sur le prélèvement d'eau montre ainsi une forte distorsion entre les usages. Actuellement, cette redevance, déconnectée des spécificités géographiques, est perçue sur les prélèvements bruts et non sur les consommations nettes estivales, au bénéfice des irrigants.

Pour FNE, il semble nécessaire d'adapter la redevance au contexte et d'introduire un taux plancher permettant d'aboutir à un décalage moindre des taux entre usagers. Enfin, afin que l'effort soit partagé entre tous les usagers, un signal-prix adapté et à la hauteur des enjeux doit être élaboré.



Taux des redevances prélèvement par usage et par bassin en ZRE en 2013 - Source : Agence de l'eau Artois Picardie

Bibliographie

- CGDD - 2011 - Bommelaer O. et Devaux J., Coûts des principales pollutions agricoles de l'eau, Collection «Etudes et documents», numéro 52
- CGDD - 2011 - Environnement littoral et marin
- CGDD - 2011 - Evolution des flux polluants à lamer, Synthèse des évaluations réalisées dans le cadre des conventions Oskar et Medpol, Collection «Etudes et documents», numéro 34.

(1) L'article 9 de la DCE impose aux États membres de tenir compte du principe de la récupération des coûts des services de façon à ce que les utilisateurs de l'eau supportent les coûts d'utilisation de l'eau. (2) Créées par la Loi sur l'Eau de 1964 et mises en place à la création des Agences de l'eau. (3) NODU : indicateur de suivi du plan Ecophyto. Le NODU est calculé sur la base des quantités totales de substances actives vendues divisée par la dose de référence de cette matière active. (4) Rapport du sous-groupe fiscalité des ressources en eau, par Michel Trommetter (mai 2023). (5) 12 polluants sont évalués (ammonium, nitrate, azote total, orthophosphate, phosphore total, matières en suspension, cadmium, cuivre, mercure, plomb, zinc et lindane) pour chaque façade maritime. (6) OSPAR : Convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est. (7) Medpol est le « programme de surveillance continue et de recherche en matière de pollution en mer Méditerranée ». (8) Taxe général sur les activités polluantes. (9) Chiffres de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

Par Florence Denis-Pasquier,

Membre du CESE et rapporteure de l'avis « Eau et agriculture »
Administratrice de FNE

La relation entre gestion de l'eau et agriculture figure parmi les principaux défis que doit relever aujourd'hui la politique de l'eau. Si la terre ne se cultive pas sans eau, l'eau ne saurait se gérer sans la terre. Dans un avis voté en avril dernier, le CESE aborde résolument des problématiques comme la réduction des pollutions diffuses, la place de l'irrigation, la gestion des milieux aquatiques en milieu rural... afin de tracer les chemins de convergence possible.

Rapporteure de l'avis au nom de la Section de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, Florence Denier-Pasquier en présente ici les principales préconisations.



Aire d'alimentation de captage. © Hélène Udo

FAIRE DE LA POLITIQUE DE PROTECTION DES CAPTAGES D'EAU POTABLE UN LEVIER POUR LA RECONQUÊTE GLOBALE DE LA QUALITÉ DES EAUX

L'avis donne une priorité affirmée à la protection des captages d'eau potable : assurer la qualité naturelle des eaux destinées à la production d'eau potable fait pleinement partie du défi alimentaire et permettrait à terme d'éviter les surcoûts liés au traitement des pesticides et nitrates qui représentent de l'ordre de 640 à 1140 millions d'euros par an. Devant l'ampleur des transitions nécessaires, le CESE estime urgent que la politique publique de protection des captages soit confortée et abordée comme un véritable enjeu d'aménagement et de développement du territoire. Il préconise notamment de donner une priorité renforcée à l'agriculture biologique, à l'agroforesterie et à la forêt sur les zones les plus sensibles des aires d'alimentation des captages et d'y prévoir la sortie rapide de l'utilisation des produits phytosanitaires de synthèse.

Le CESE considère que la production d'une eau potable de qualité nécessite une juste compensation financière pour les agriculteurs qui s'y engagent, en contrepartie d'exigences fortes et d'obligations de résultat quantifiées. L'objectif est d'induire des changements pérennes dans les systèmes de production agricoles et une relative stabilité territoriale des « parcelles de prévention », qu'elles soient agricoles ou forestières. D'autres préconisations détaillent les meilleures pratiques qu'il serait souhaitable de généraliser autour des captages.

METTRE EN PLACE UNE GESTION INTÉGRÉE DE LA PARCELLE AU BASSIN VERSANT ET RECHERCHER L'EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE ET ÉCOLOGIQUE DES EXPLOITATIONS

Plus globalement, l'avis cherche à préciser la contribution de l'agriculture à l'atteinte du bon état des eaux, *obligation de résultat de la politique européenne établie sur des critères de développement durable*.

Au regard des enjeux majeurs de réduction des pollutions diffuses agricoles, l'avis souligne l'intérêt d'une démarche territoriale cohérente, intégrant toutes les échelles de la parcelle jusqu'au bassin versant. Les alternatives agronomiques et techniques permettant de se détacher des intrants de synthèse, que sont l'engrais azoté minéral et les phytosanitaires, sont de mieux en mieux identifiées. Les promouvoir suppose d'établir pour chaque exploitation, une véritable stratégie agro-écologique et de renforcer les programmes d'accompagnement, de formation, les modalités de conseil et de recherche appliquées. Pour financer ces actions et encourager la réduction progressive de l'utilisation d'intrants chimiques, l'avis propose de compléter le système de redevances des Agences de l'eau en introduisant une redevance sur l'azote minéral et en augmentant progressivement celle liée aux produits phytosanitaires. Renforcer le caractère incitatif de ces redevances serait aussi une incitation pour réduire certaines dépendances économiques, à l'échelle nationale comme à celle des exploitations.

Parmi de nombreuses autres propositions, l'avis encourage la production de références agronomiques, économiques et écologiques pour faciliter les transferts d'expérience entre exploitations économes en intrants et mieux évaluer leurs performances globales dans une approche pluriannuelle.

Le CESE souligne l'intérêt d'une gestion plus collective des infrastructures agro-environnementales pour minimiser l'impact des pollutions diffuses, atténuer les sécheresses et inondations, réduire l'érosion hydrique des sols... Il préconise notamment de repenser l'hydraulique agricole pour mieux l'intégrer dans la gestion hydrologique des bassins versants. Le maintien et l'installation d'exploitations agricoles préservant les services écologiques des zones humides et des têtes de bassin versant doit être favorisé. Il faut même envisager de poser le cadre d'un « remembrement écologique » permettant d'utiliser si nécessaire l'aménagement foncier pour restaurer le bon fonctionnement des milieux aquatiques ainsi qu'une réorganisation des exploitations autour d'itinéraires techniques plus cohérents d'un point de vue agro-écologique.

Promouvoir des « productions solutions » est un levier majeur de conciliation de l'agriculture et de la gestion des eaux : la culture de légumineuses permet par exemple une plus grande autonomie alimentaire des élevages des plantes et réduit l'emploi des intrants de synthèse. Leur développement se heurte néanmoins à la structuration actuelle des filières de transformation et de commercialisation, telle que décrit par l'étude de l'INRA « *Freins et leviers à la diversification des cultures* » (janvier 2013).

Le CESE souligne ainsi que la diversification des cultures est conditionnée au développement de débouchés commerciaux pérennes. L'indispensable stratégie d'accompagnement de ce profond changement doit donc aller au-delà de la seule sphère des agriculteurs et impliquer l'ensemble des acteurs des filières, ainsi que les consommateurs.

RÉDUIRE LES VULNÉRABILITÉS DE L'AGRICULTURE AUX ALÉAS MÉTÉOROLOGIQUES ET FAVORISER LES ADAPTATIONS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Réduire les vulnérabilités de toutes les productions aux aléas météorologiques suppose d'abord de renforcer la robustesse de

l'agriculture pluviale, très majoritaire puisque pratiquée sur plus de 94% de la surface agricole française. Pour le CESE, priorité doit être donnée aux productions et systèmes adaptés aux conditions pédoclimatiques, comme par exemple le développement de systèmes fourragers appropriés pour chaque région d'élevage.

C'est aussi un enjeu fondamental au regard des lourds effets du changement climatique sur la ressource en eau et sur l'agriculture. Toutes les études scientifiques convergent sur une baisse générale des débits des cours d'eau et une diminution importante de la recharge naturelle des nappes, liées à l'augmentation de la demande climatique de la végétation naturelle et cultivée. Ceci constitue un enjeu majeur en termes de solidarité entre usages d'une ressource commune mais aussi en termes d'aménagement du territoire. Au sein du secteur agricole, ce seront d'abord des régions et des filières sensibles qui seront confrontées à des problématiques, à des échéances rapprochées. L'avis s'inscrit dans les lignes directrices du PNACC (1) qui vise notamment à « promouvoir une agriculture efficiente en eau » et préconise un objectif global de réduction de 20 % des prélèvements d'eau d'ici 2020 pour tous les usages. Le CESE préconise aussi de favoriser les transferts d'expériences et de développer une politique de gestion dynamique fondée sur des travaux de prospective concertés sur les territoires, comme les projets CLIMASTER dans le grand Ouest et VULCAIN dans les Pyrénées Orientales.

PRIVILÉGIER L'IRRIGATION EFFICIENTE ET PARTAGER ÉQUITABLEMENT LA RESSOURCE

Pour le CESE, l'irrigation doit d'abord s'inscrire dans ses équilibres territoriaux, afin que tous les usages puissent être satisfaits, y compris dans ce contexte de changement climatique. Il s'agit en premier lieu d'améliorer les connaissances sur les aménagements existants et le suivi des prélèvements, en créant rapidement la banque nationale des prélèvements. Une démarche plus préventive doit aussi être progressivement généralisée en systématisant par les SAGE la définition des priorités d'usages ainsi que la répartition du volume prélevable entre utilisateurs domestiques, industriels et agricoles, dans le respect du cycle naturel. Sur chaque territoire, l'eau est une ressource en partage.



Eau et agriculture dans un même paysage. © Stéphane Guibert

(1) Plan national d'adaptation au changement climatique.

Dans un second temps, l'avis définit les contours d'une irrigation stratégique qui vise d'abord à optimiser et mieux répartir l'eau disponible pour l'irrigation. Le juste dimensionnement des besoins agricoles est à rechercher en actionnant tous les leviers (diversification des productions, évolution des systèmes de culture etc.) avant d'envisager la mobilisation de la ressource par stockages. L'objectif est bien de faire concorder à terme la disponibilité de la ressource en eau et les besoins de l'agriculture, sans mettre à mal les milieux aquatiques et les autres usages de l'eau.

Il semble également important de mieux définir, au sein d'une politique nationale et au regard d'un bilan coût/efficacité, les conditions de création des « retenues de substitution » et de réserver les financements publics à des programmes territoriaux destinés en priorité à des pratiques agro-écologiques, des productions alimentaires et des activités à fort taux d'emplois

AMÉLIORER LES CONNAISSANCES ET RENDRE PLUS COHÉRENTE LA GOUVERNANCE

Enfin l'avis souligne le renforcement nécessaire des connaissances autour de cette relation complexe de l'eau et de l'agriculture, en faisant dialoguer toutes les sciences concernées : agronomie, hydrologie, connaissance du fonctionnement des milieux aquatiques, hydrogéologie...

Le CESE fait des propositions pour rendre plus cohérente la gouvernance de la gestion de l'eau en établissant tout d'abord l'échelle hydrographique comme l'unité d'action locale fondamentale, avec la généralisation des SAGE. L'action des agences de l'eau doit être plus préventive et incitative en poursuivant le rééquilibrage des niveaux de contribution des différents types d'usagers. A l'échelle nationale, le pilotage public par l'Etat doit être réaffirmé, notamment pour rendre plus efficace la mise en œuvre de la police de l'eau.

Afin d'encourager une transition des systèmes agricoles vers des modèles plus efficaces pour l'utilisation de l'eau, en particulier dans les territoires confrontés aux problèmes les plus aigus, le CESE souligne l'enjeu majeur de l'intégration des objectifs des directives européenne sur l'eau (DCE, Nitrates et Utilisation durable des pesticides) dans les mécanismes et financements de la prochaine PAC. Outre les mesures de verdissement

du premier pilier qui doivent être ambitieuses, le CESE propose de financer des Mesures Agroenvironnementales (MAE) dédiées à certains « systèmes de production » plus respectueux de la ressource en eau.

Cet avis a été adopté par le CESE en sa séance plénière du 23 avril 2013 par 104 voix pour, 45 abstentions et 21 voix contre. Retrouvez le texte intégral de l'avis ainsi que les déclarations des groupes lors de leur vote ici :

<http://www.lecese.fr/travaux-publies/la-gestion-et-lusage-de-leau-en-agriculture>



La gestion et l'usage de l'eau en agriculture

POINT DE VUE D'UN MILITANT :

Pourquoi pourrait-on estimer remarquable cet avis ?

Les avis du CESE, maison imprégnée par la recherche quasi-obsessionnelle du consensus, sont souvent jugés en conséquence assez insipides.

Celui intitulé « Eau et agriculture », en premier abord, et à la lecture des têtes de chapitre n'échapperait pas à la règle pour qui connaît un peu le sujet. Qui s'opposerait frontalement aux objectifs déclinés ?

Le communiqué de presse de FNE évoque lui-même un « avis [qui] reste modéré et trace des objectifs qui, bien qu'ambitieux, sont loin d'être radicaux ».

Un militant du Réseau Eau de FNE pourrait bien ne pas s'y retrouver. Et pourtant cet avis me semble un point d'étape appréciable. Je ne mentionnerai ici que deux éléments :

- La rapporteure a fait le choix de fonder la réflexion sur un grand nombre d'avis d'experts et de données techniques. Il a fallu pour cela bousculer - un peu - la majorité de sa commission qui, ne l'oublions pas, reste encore dominée par une vision plutôt « productiviste » de l'agriculture, mais qui est aussi retenue par une compréhensible réticence à « entrer » dans un sujet techniquement complexe. Cette bibliographie accumulée sera une référence sur laquelle les associations pourront largement s'appuyer.

- Un point me semble fondamental : cet avis a tracé ce qui, dans le jargon, est baptisé deux « dissensus ». L'un concerne la fiscalité (redevances nitrates, pesticides, ...) et l'autre la gestion quantitative de l'eau agricole (politique de stockages artificiels). D'aucuns le regretteraient. En réalité, le CESE a osé refléter dans cet avis un vrai débat de société qui, espérons-le, n'est pas clos et qu'il ne pouvait pas clore lui-même. Il a fait plus que le refléter : une majorité s'est dégagée pour ne pas rester figée dans le conservatisme et le dogme « économique » prôné par le syndicat agricole majoritaire et ses parties prenantes que sont les coopératives et agro-industries. C'est une source d'optimisme, ou pour le moins de motivation renouvelée ! Les participants à la table ronde ad-hoc de la prochaine conférence environnementale auront-ils la même attitude ? Il permet aussi de concrétiser encore une fois le fait que la profession agricole ne se résume pas à ce syndicat et à ses satellites. Il permet d'identifier, mais nous les connaissons déjà, ceux qui sont - qui devraient être - les partenaires privilégiés de FNE et des APNE en général pour aborder ces sujets qui se doivent de déborder des seules préoccupations catégorielles. Même « l'eau agricole » reste un bien commun.

François-Marie Pellerin
Réseau Eau de FNE



FNE Midi-Pyrénées - Rémy Martin

“ FNE Midi-Pyrénées le répète depuis des années : nous devons rapidement avancer vers de meilleures pratiques culturales et agronomiques de gestion de l'eau et des sols. Les alternatives à l'agriculture intensive sont multiples, opérationnelles et rentables. Il est de notre responsabilité collective d'accompagner et d'amplifier ce changement. ”

Humanité & Biodiversité - Hubert Reeves

“

L'EAU ! La biodiversité lui est redevable d'exister et en même temps protège les nappes aquifères qui assurent notre eau potable si menacée par les pollutions. Eau et biodiversité : préservons leurs liens : l'humanité en est dépendante. Bel objectif pour les politiques de l'eau !

”



Surfrider Foundation Europe - Jacques BEALL, Vice-Président

“

Sans une approche intégrée et transversale « bassin versant / milieux marins », la politique de l'eau n'a pas d'avenir !

”

“

La politique de l'eau s'est concentrée avec succès sur l'assainissement des eaux usées issues des agglomérations et sur la pollution par les grands bassins industriels. Malgré cela, les écosystèmes aquatiques continuent à se dégrader. Un des grands enjeux de la future politique de l'eau sera la réduction drastique des pollutions diffuses (pesticides et nitrates) et des prélèvements (retenues collinaires et pompages de nappes) agricoles qui altèrent à la fois la qualité chimique de l'eau et réduisent la quantité d'eau disponible.

”



FRAPNA - Eric Feraille



Eau & Rivières de Bretagne - Pascale Le Coustumer

“

Déception sur toute la ligne ! On nous annonçait la "transition écologique" et on a droit au relèvement du seuil d'autorisation pour les porcheries industrielles et au maintien de l'irrigation et des barrages. Et pour l'application du principe pollueur-payeur à l'agriculture, on attend toujours ! Le ministère de l'écologie est aux abonnés absents ! ”

”